

Document

Dans la Somalie en ruines UN FRANÇAIS BÂTIT LA PAIX

Depuis deux ans, Daniel Bourzat œuvre comme conseiller spécial pour son ami, le Premier ministre somalien. Une mission à hauts risques. *DE NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX À MOGADISCIO, JEAN-CHRISTOPHE BRISARD (TEXTE) ET JEAN-LUC MOREAU/ORIZON POUR VSD (PHOTOS)*



UN INSTANT DE RÉPIT DANS MOGADISCIO

Ce n'est pas sans danger que le Premier ministre Mohamed Gedi (en costume-cravate) et Daniel Bourzat arpentent la capitale somalienne en ruines. La ville n'est pas sûre, et des attentats sont toujours possibles, même en plein jour. Pour cette "visite", tout le quartier a été sécurisé par les troupes gouvernementales. Malgré cela, les deux hommes ne restent que quelques instants dehors.

Cet homme de 58 ans partage désormais sa vie entre sa maison au Kenya et ses activités en Somalie



AU SIÈGE DU POUVOIR

À Baidoa, où le gouvernement est provisoirement installé, Daniel Bourzat bénéficie d'un bureau climatisé. Chaque jour, il fait le point sur les derniers soubresauts des islamistes fraîchement chassés du pays avec l'aide des troupes éthiopiennes. Allongé, un journaliste somalien, qui vient d'être blessé dans un accident de la route à la sortie de Mogadiscio, observe l'état de son 4x4 sur l'écran de son ordinateur.

LA VIE REPREND SES DROITS. Le Français ne se sépare jamais de sa trousse de survie rouge lorsqu'il voyage à l'intérieur de la Somalie, même pendant les réunions de travail (en haut). "On ne sait jamais", prévient-il. Sport interdit du temps où les tribunaux islamiques contrôlaient Mogadiscio (de juin à décembre 2006), le football est redevenu rapidement l'activité préférée des jeunes Somaliens (au milieu). Dès l'aube, et juste avant la tombée de la nuit - chaleur oblige -, de folles parties s'organisent entre les dentelles de béton et de briques de la ville. Ils oublient, l'espace d'une heure ou deux, le jeu sanglant de la guerre, que des "war lords" leur ont fait trop longtemps subir. Officiellement, seules les troupes du gouvernement (en bas) ont le droit de circuler avec des armes. Toutes les autres milices ont été dissoutes ou sont sur le point de l'être.

Ingénieur agronome de formation, il a passé la moitié de sa vie en Afrique

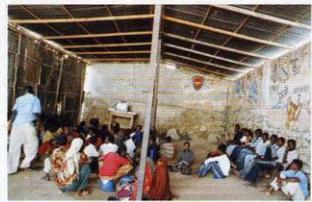
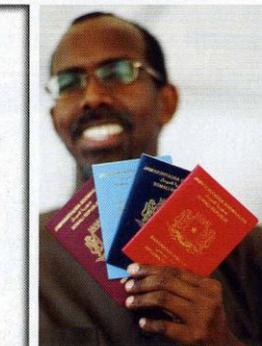
La nuit tombe. Trois véhicules filent à vive allure – une voiture officielle encadrée par deux pick-up, le dernier lui collant au plus près. Sur chacun des pick-up, sept hommes en armes, dont trois de chaque côté, kalachnikov à la main, et un autre au centre, arc-bouté sur une mitrailleuse vissée à même la voiture. Une troupe prête à tirer sur la première personne hostile. Au compteur, l'aiguille s'affole, incapable d'aller au-delà de 100 km/h. Les rues défoncées de Mogadiscio, la capitale somalienne, sont désertes. Les virages s'enchaînent, jusqu'à la villa protégée. À peine le portail métallique s'ouvre-t-il que le 4x4 sombre y pénètre, les deux pick-up postés aux aguets. Daniel Bourzat souffle un peu avant de quitter le confort climatisé de sa voiture. « Dieu est grand ! » dit-il en plaisantant à moitié. L'attentat, celui qu'il redoutait, celui qui tuera, ce sera pour une autre fois ou pour tout à l'heure, car la journée est loin de s'achever pour le Français, conseiller spécial du Premier ministre somalien.

L'EX-RUGBYMAN SE DÉFEND DE JOUER LES ÉMINENCES GRIS

Depuis quinze ans, la Somalie, ce pays de la Corne de l'Afrique, frôle régulièrement le pire. Le Nord a fait sécession (Somaliland, dans le Nord-Ouest, en 1991 et Puntland, dans le Nord-Est, en 1998) tandis que le Sud vivait sous le joug des milices des seigneurs de guerre (« war lords ») et des islamistes. Une histoire et des dangers que Daniel Bourzat connaît parfaitement. Cet ingénieur agronome a passé la moitié de sa vie en Afrique. « On ne peut pas refuser de rendre service à un ami. C'est exactement ce qui s'est passé. »

Novembre 2004, le Parlement somalien en exil au Kenya désigne un nouveau président qui, lui-même, nomme un nouveau Premier ministre, Ali Mohamed Gedi. Ce dernier est un vétérinaire d'une cinquantaine d'années, ami et collègue de Daniel Bourzat. « Je me souviens très bien, raconte celui-ci. Un soir de décembre 2004, Gedi est venu chez moi pour m'annoncer qu'il était nommé chef du gouvernement de transition. Et surtout qu'il avait besoin de moi car j'étais l'un des seuls en qui il pouvait avoir confiance. Que vouliez-vous que je lui réponde ? J'ai accepté. »

Daniel Bourzat a 58 ans. Un âge où certains commencent à compter leurs points de retraite. Lui, non. Ce chercheur du Cirad



LES CHANTIERS DE LA RECONSTRUCTION

L'ambassade de France à Mogadiscio est abandonnée depuis des années (en haut). « Les Français ont tout à gagner à revenir, Daniel le sait mieux que quiconque. Le pays se reconstruit vite, très vite », argumente le Premier ministre somalien. Pour preuve, ces nouveaux passeports biométriques (en photo, les différents types : du diplomatique au classique). Fabriqués à Dubaï, ils remplaceront dès juin les anciens, trop faciles à falsifier. Autre signe du retour à la vie normale : les salles de cinéma (en guise d'écran, une petite télévision couleur) ont aussi rouvert leurs portes (en bas). Au programme, des films indiens en anglais.

L'AMITIÉ DE DEUX HOMMES

Confiance et estime animent les relations entre le Premier ministre somalien et son conseiller français. Même lorsque le pays risquait de tomber aux mains des islamistes, Daniel Bourzat est resté. « Je ne me vois pas ailleurs, dit-il. En tout cas, tant que Gedi a besoin de moi. »



(Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) est entré sous la bannière du ministère des Affaires étrangères depuis plus de deux ans. Désormais, il partage sa vie entre son bureau à l'ambassade de Somalie à Nairobi, au Kenya, et la résidence du Premier ministre à Baidoa, en Somalie.

Officiellement, sous la couverture de son passeport diplomatique, il assure les contacts et la coordination du gouvernement somalien avec les bailleurs de fonds. « Que l'on ne me parle pas d'éminence grise ! » Sous l'accent légèrement chantant du Sud-Ouest pointe de la fermée. « Je n'agis pas dans l'ombre. Je ne compte pas et je ne donne mon avis à Mohamed Gedi que s'il le réclame. Point ! » Justement, son avis, le Premier ministre n'hésite pas à en user. Et les Somaliens, amis ou ennemis du gouvernement, le savent parfaitement.

On lui prête plusieurs initiatives de taille, notamment au sujet de la sécurité de Mohamed Gedi et même de la guerre contre les islamistes... « No comment ! ». Les Américains voient en lui un espion au service de la France. Un espion toujours rasé de près, à l'allure bien frenchy, avec nœud papillon et chemise à manches courtes. « Je comprends l'agacement des États-Unis. Mais je ne suis ici que pour participer à la reconstruction politique d'un État ruiné. Je travaille pour mes deux gouvernements, le somalien et le français. Même si je suis avant tout français. Le reste, c'est du roman. »

EN 2005, PAR DEUX FOIS, DES BOMBES ONT SAUTÉ PRÈS DU PREMIER MINISTRE

De ses origines paysannes corréziennes dont il est fier, Bourzat a gardé un caractère bien trempé. Ainsi qu'un vocabulaire éloigné des canons diplomatiques. Il a vite fait, dit-on, de remettre à sa place un ministre incompétent ou de calmer un seigneur de guerre trop enervé. « J'ai joué au rugby dans ma jeunesse, je sais plaquer », résume-t-il, narquois, avant d'ajouter plus sérieusement : « Je commence à connaître leur mode de fonctionnement. La Somalie est une société clanique. Je sais exactement à quel moment et qui je peux intervenir. » Quant aux risques d'attentats, il fait avec. En 2005, par deux fois, des bombes ont sauté à quelques mètres du Premier ministre. Comme à son habitude, le conseiller français le suivait de près. Ils s'en sont tirés miraculeusement. Pas leurs gardes du corps. Depuis, Daniel Bourzat prend bien soin de rassurer régulièrement sa femme et ses parents, restés dans le sud-ouest de la France.

Depuis fin décembre, Mogadiscio est une ville ouverte. Les tribunaux islamiques qui y avaient instauré la charia, en juin 2006, ont été balayés par les forces loyalistes somaliennes

Les Américains soupçonnent Daniel Bourzat d'être un espion au service de la France

et, surtout, l'armée éthiopienne. Pour la première fois depuis 1991, un gouvernement somalien va pouvoir se réinstaller dans sa capitale. Enfin, pas tout de suite. Pas encore. Car les ruines de Mogadiscio demeurent ha-

sardeuses. Les barrages des seigneurs de guerre ont disparu et leurs milices ont quasiment toutes été désarmées (cinquante mille armes récoltées officiellement). Mais, de l'aveu même du vice-ministre de la Défense, Salat Ali Jelle, « seulement 80% de la cité est sous contrôle. Le reste, non. Mais ça ne va pas durer ». Quelques poches de résistance subsistent ici et là. Surtout dans le nord-ouest de la capitale. Les plus acharnés des islamistes, les « chebab », les jeunes, en arabe, font de temps à autre sauter des bombes. Rien de très structuré et largement insuffisant pour inquiéter longtemps les deux millions d'habitants de la métropole.

LA PEUR DE PROVOQUER LA COLÈRE DES "CHEBAB", LES JEUNES ISLAMISTES

Sur le front de mer, dans des ruines qui évoquent peu l'idée d'une ville contemporaine, des gamins aux jambes longues et minces courent après un vieux ballon. Ils portent les maillots de leurs héros. Thierry Henry à la cote, Zidane aussi. Un peu plus loin, un patron de bar a ressorti ses tables de billard et sert du thé ou des sodas. Les clients se détendent en attendant la tombée de la nuit. En silence, sans musique. De peur de provoquer la colère des « chebab ». « Ils pourraient nous balancer une roquette. La musique, ils sont contre », explique le patron en jetant un rapide coup d'œil autour de lui. Encore aujourd'hui, personne n'est à l'abri. Début février, le chef de la police de l'un des quatre secteurs de Mogadiscio a été abattu en pleine rue. « C'est ennuyeux, reconnaît Daniel Bourzat. Pourtant, je reste optimiste. Le processus de pacification et de démocratisation du pays est lancé pour de bon. » Comme le prouve la récente élection du nouveau président du Parlement somalien, un proche de Gedi. Une élection, en présence des anciens seigneurs de guerre et sans un coup de feu.

Reste encore l'essentiel : s'assurer du soutien de la communauté internationale pour renforcer le pouvoir du gouvernement. « Une fenêtre de paix s'ouvre en ce moment, explique le Premier ministre somalien. Mais nous avons besoin d'aide pour la maintenir ouverte. Notre pays regorge de ressources naturelles, dont du pétrole. Pourquoi la France ne désire-t-elle pas s'impliquer davantage dans notre pays ? Pourquoi ne pas rouvrir une ambassade à Mogadiscio ? » Autant de questions qui devraient trouver des réponses. Le développement et la paix en Somalie en dépendent. ■

J.-C.B.